

ARRÊTÉ du MAIRE N° 22.408 ODP

RÉGULARISATION

Objet : Autorisation d'occupation du domaine public et réglementation du stationnement et de circulation.

Le Maire de la Ville d'ORTHEZ,

Vu les articles L2212.1.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route,

Vu l'arrêté Interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété,

VU l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, approuvée par arrêté du 7 juin 1974, livre 1, 4^e partie « signalisation de prescriptions »,

Considérant la demande de l'entreprise **PRESTA FRANCE**, 64140 LONS, (contact@presta-france.fr)

qui sollicite une autorisation d'occupation du domaine public, le mardi 29 novembre 2022, pour une durée de un (1) jour, afin d'effectuer l'installation de mobiliers, au Crédit Agricole situé 22 rue du Général Ducournau à Orthez.

Considérant que le Maire doit prendre toutes mesures utiles pour assurer la sécurité et la commodité de passage dans les rues, voies quais, et places publiques,

ARRÊTÉ:

Article 1 : Le mardi 29 novembre 2022, pour une durée de un (1) jour, l'entreprise **PRESTA FRANCE** est autorisée à occuper le domaine public, afin d'effectuer l'installation de mobiliers, au Crédit Agricole situé 22 rue du Général Ducournau à Orthez.

Article 2 : Pour permettre ces travaux, le stationnement d'un véhicule sera autorisé devant le 22 rue du Général Ducournau, afin de décharger le mobilier.

Article 3 : L'entreprise **PRESTA FRANCE**, sera entièrement responsable des accidents qui pourront survenir pendant la durée des travaux, et devra prendre toutes les mesures de sécurité pour sécuriser les endroits d'intervention, la pré-signalisation et la signalisation réglementaire seront mises en place par leurs soins et sous leurs responsabilités, de plus, l'accessibilité des véhicules les mardis matins sont interdits dans le périmètre en raison des marchés de 06h00 à 14h00.

Article 4 : Un passage de sécurité devra être respecté pour les piétons, la benne à ordures, les véhicules des services de police, d'incendie et de secours, ambulances ou médecins justifiant d'une intervention urgente ou aux riverains et usagers accédant à un emplacement de garage privé.

Article 5 : L'entreprise **PRESTA FRANCE**, sera redevable d'un droit fixe d'instruction des dossiers de 5 € et d'un droit d'occupation du domaine public de 8 €/véhicule/jour (délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2022).

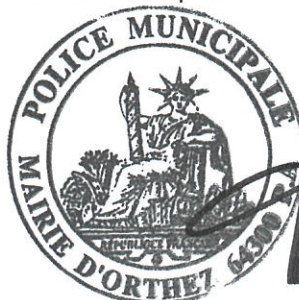
Article 6 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : Les contrevenants seront sanctionnés en application des dispositions du Code de la Route.

Article 8 : La Directrice Générale des Services, le service de la Police Municipale, le Commandant du Centre de Secours Principal, le Commandant de la Gendarmerie d'Orthez, les services Techniques, le Directeur du pôle aménagement de la communauté des communes de Lacq-Orthez, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera affiché.

Copies transmises par mail :

- /// Centre de Secours
- /// Gendarmerie
- /// Le demandeur
- /// Services Techniques
- /// CCLO



Fait à Orthez, le mardi 29 novembre 2022

Le Maire d'Orthez
Emmanuel HANON